



PREFECTURE
SECRETARIAT GENERAL
Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques
et des Installations Classées
JPV

ARRETE

Du 5 août 2015 portant

prescriptions complémentaires à la Sté TRITER, pour l'exploitation de sa carrière d'ASPACH LE BAS, pour la remise en état du site dans le cadre de sa cessation définitive d'activité, au titre du code de l'environnement

Le Préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur

Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles R512-33 et R512-31,
- VU** la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU** l'arrêté ministériel du 09 février 1994 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- VU** l'arrêté préfectoral n°990755 du 22 avril 1999 portant autorisation d'exploiter la carrière pour 15 ans,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2007-102-40 du 11 avril 2007 portant autorisation de changement d'exploitant au profit de la société TRITER ; prescriptions complémentaires et codificatif des prescriptions pour la poursuite d'exploitation de la carrière,
- VU** la demande d'autorisation (*renouvellement et extension*) de la société TRITER du 17 janvier 2014 et le dossier annexé pour l'exploitation d'une carrière à Aspach le bas (*renouvellement et extension*),
- VU** la lettre préfectorale du 20 février 2014 signalant que sa demande du 17 janvier 2014 est incomplète et non recevable et qu'il y a lieu de la compléter,
- VU** la visite d'inspection du site de la carrière d'Aspach le Bas du 20 juin 2014, lors de laquelle il a été constaté que des travaux d'extraction étaient poursuivis alors que le droit d'exploiter

était échu depuis le 22 avril 2014,

- VU** l'arrêté préfectoral de mesures conservatoires n°2014-217-0034 du 5 août 2014 encadrant la poursuite d'activité de l'exploitation de la carrière pendant la période de régularisation administrative,
- VU** la demande de la société TRITER du 11 mai 2015 de modification des conditions de remise en état de la carrière d'Aspach le Bas dans le cadre de la cessation définitive d'activité, et notamment la proposition des aménagements à réaliser et le calendrier de réalisation proposé,
- VU** la lettre préfectorale du 4 juin 2015, signalant à la société TRITER que sa demande du 11 mai 2015 susvisée n'est pas considérée comme substantielle, qu'aucun complément dossier n'est à déposer mais que préalablement à toute décision définitive il y a lieu de présenter le projet d'arrêté complémentaire statuant sur cette demande de modification en Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites formation spécialisée dite « des carrières »,
- VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Alsace, chargée de l'inspection des installations classées, du 29 mai 2015,
- VU** l'avis de la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites - formation spécialisée dite « des carrières », du 10 juin 2015,
- CONSIDÉRANT** que les conditions de remise en état proposées par la société TRITER sont dans le même esprit que les conditions de remise en état imposées à l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 susvisé,
- CONSIDÉRANT** que la demande de modification des conditions de remise en état de la carrière proposées par la société TRITER ne constitue pas une modification telle qu'il y a lieu pour cet exploitant de déposer un nouveau dossier de demande d'autorisation d'exploiter,
- CONSIDÉRANT** que le préfet dispose d'un acte de cautionnement de garanties financières de remise en état de l'organisme ATRADIUS, établi le 22 juillet 2014, pour un montant de 120 000 euros et dont l'échéance est au 30 juin 2016,
- CONSIDÉRANT** que l'échéance de l'acte de cautionnement de remise en état est postérieure de plus de 6 mois à l'échéance du calendrier de réalisation des travaux de remise en état proposé par la société TRITER,
- CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de redéfinir les travaux et aménagements de remise en état de la carrière et de fixer un échéancier de réalisation,
- CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prendre des dispositions de protection de protection ou de suppression des 2 ouvrages de contrôle de la qualité des eaux souterraines mis en place dans le périmètre de la carrière,
- APRÈS** communication du projet d'arrêté de prescriptions complémentaires à l'exploitant,
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 -

La société TRITER, « désignée l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 29 rue des Genêts – 68700 ASPACH le Haut, est tenue de se conformer aux prescriptions définies aux articles suivants qui s'appliquent à son site de carrière de Aspach le Bas aux lieux-dits : « Lumpendeschen » et « Ochsenfeld ».

Article 2 : MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté.

| Références des arrêtés préfectoraux antérieurs | Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées | Nature des modifications |
|--|---|--------------------------|
| n°2007-102-40 du 11 avril 2007 | 2 (<i>durée d'autorisation</i>) | annulé et remplacé |
| | 30 (<i>disposition de remise en état</i>) | annulé et remplacé |
| | 31-1 (<i>montant des garanties financières</i>) | complété |
| n°2014-217-0034 du 5 août 2014 (<i>mesures conservatoires</i>) | Toutes les prescriptions | supprimé |

Article 3 : DUREE DE L'AUTORISATION

Les prescriptions de l'article 2 « *Durée de l'autorisation* » de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 susvisé sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« *L'autorisation est accordée jusqu'au 22 avril 2014, sauf prolongation autorisée par le préfet.*

Sauf en cas de renouvellement de cette autorisation, ou prolongation autorisée par le préfet :

- *l'extraction des matériaux commercialisables est achevée 9 mois avant cette échéance : soit le 22 juillet 2013,*
- *la remise en état est achevée 6 mois avant cette échéance : soit le 22 octobre 2013. ».*

Article 4 : DISPOSITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE

Les prescriptions de l'article 30 « *Dispositions de remise en état* » de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 susvisé sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« *L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son exploitation.*

La remise en état est conduite et réalisée dans le respect des prescriptions suivantes : mise en sécurité, nettoyage, insertion paysagère, compte tenu de la vocation ultérieure du site en zone naturelle (plan d'eau à vocation de pêche, avec reconstitution de divers milieux favorables à la faune et à la flore) et :

- *selon les aménagements et le calendrier définis ci après,*
- *conformément au plan de remise en état et schémas des profils annexés au présent arrêté de prescriptions complémentaires :*

| Localisation sur le site | | conditions de remise en état | Échéance de réalisation |
|---------------------------------|-----------------|--|-----------------------------------|
| Site en général | | Mise en sécurité. Nettoyage du site. Enlèvement du site des petits équipement et des matériels. | Au plus tard le 30 juin 2015 |
| | | Enlèvement total des matériels et équipement tels que la drague, etc... | Au plus tard le 31 octobre 2015 |
| Talus et berge Nord | Extrémité Ouest | Banquette à la cote 304/305 mNGF : - pas de merlon, - banquette recouverte de stérile de découverte/terre et végétalisée. Talus avec une pente d'au moins 45°. Talus recouvert de stérile de découverte/terre et végétalisé. Trou en eau de récupération des eaux de ruissellement. Pose d'une canalisation entre le trou en eau et le plan d'eau, sous le chemin de bord de plan d'eau. Chemin à sec de bordure de plan d'eau. Terrains de bord de plan d'eau : - pour partie à l'état graveleux, - pour partie végétalisé. Tracé de la berge sinueux. | Au plus tard le 30 juin 2015 |
| | Partie médiane | Banquette à la cote 305 mNGF vers l'Ouest jusque 301 mNGF vers l'Est : - pas de merlon, - banquette recouverte de stérile de découverte/terre et végétalisée. Talus avec une pente profilée selon différentes pentes (45°, et de 30° à 20°). Talus recouvert de stérile de découverte/terre et végétalisé. Chemin à sec de bordure de plan d'eau. Terrains de bord de plan d'eau : - pour partie à l'état graveleux, - pour partie végétalisés. Réalisation d'une berge à pêcheur sur environ 150 m linéaire. Tracé de la berge sinueux. | Au plus tard le 30 Septembre 2015 |
| | Extrémité Est | Banquette à la cote 301 mNGF : - pas de merlon, - banquette recouverte de stérile de découverte/terre et végétalisée. Pas de talus. | Au plus tard le 30 novembre 2015 |

| | | | |
|-----------------------------|---|---|--|
| | | <p><i>Terrains de bord de plan d'eau :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - pour partie (essentiellement Sud) : sol recouvert de stérile de découverte/terre et végétalisé, - pour partie (essentiellement Nord) : conservation d'un état graveleux. | |
| Bordure et berge Est | <p><i>Polygone de terrains [C1, E1, F1, G1] entre :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - la route à l'Est, - le périmètre de la zone d'extraction à l'Ouest | <p><i>Enlèvement de tout matériel et équipement.</i></p> <p><i>Régilage des sols à la cote 300/301 mNGF et conservation d'un état graveleux.</i></p> | <p><i>Au plus tard le 30 novembre 2015</i></p> |
| | <p><i>Partie Nord, dans le périmètre de la zone d'extraction</i></p> | <p><i>Terrain à la cote 300/301 mNGF.</i></p> <p><i>Conservation d'un état graveleux de la partie à sec avec aménagement de :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - une mare pérenne, mais déconnectée du plan d'eau de la carrière et séparée de celui-ci par un merlon de 0,50 m de hauteur, - un cortège de flaques et mares peu profondes de 6-10 m², de faible profondeur (5/15 cm), déconnectées du plan d'eau de la carrière et protégées par un merlon de 0,50 m de hauteur. <p><i>Mise en place d'hibernaculum et tas de galets à proximité de ces flaques/mares et sur la zone graveleuse.</i></p> <p><i>Raccordement des terrains en pente douce avec le plan d'eau avec création d'une zone de Hauts-fonds en angle Nord-Est du plan d'eau :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - pente de 1/10, - à la cote 299 mNGF, - superficie : 200 m² (10 m sur 20 m). | <p><i>Au plus tard le 30 novembre 2015</i></p> |
| | <p><i>Partie médiane, dans le périmètre de la zone d'extraction</i></p> | <p><i>Début de la presqu'île d'entrée dans le plan d'eau :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - terrains à sec, à la cote 300,50/301 mNGF, - chemin central, - raccordement des terrains en pente douce avec le plan d'eau. | <p><i>Au plus tard le 30 novembre 2015</i></p> |
| | <p><i>Partie Sud, dans le périmètre de la zone d'extraction</i></p> | <p><i>Banquette à l'état graveleux à la cote 301 mNGF.</i></p> <p><i>Raccordement en pente douce au plan d'eau avec :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - préservation de la saulaie sur l'angle Nord/Est du plan d'eau, - création d'une mare profonde, déconnectée du plan d'eau et protégée par un merlon de 0,50 m de hauteur, - régilage de terre de découverte et végétale en bordure du plan d'eau. | <p><i>Au plus tard le 30 novembre 2015</i></p> |

| | | | | |
|--|--|--|----------------|-----------------------------------|
| | | <p>- création d'une zone de hauts-fonds en angle Sud-Est :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pente de 1/10, • à la cote 299 mNGF, • superficie : 550 m². | | |
| Talus et berge Sud | | <p>Banquette plane à la cote du terrain naturel extérieur au périmètre de la carrière Talus de raccordement de pente d'au moins 45°. Pente douce de raccordement du bas de talus au plan d'eau. Préservation de la saulaie développée sur la berge.</p> | Partie Ouest | Au plus tard le 30 juin 2015 |
| | | | Partie médiane | |
| | | <p>Banquette plane à la cote du terrain naturel (vers 302 mNGF) . Talus de raccordement de pente d'au moins 45 ° avec recouvrement de stérile de découverte/terre . Pente douce de raccordement du bas de talus au plan d'eau.</p> | Partie Est | Au plus tard le 30 septembre 2015 |
| | | | | Au plus tard le 30 novembre 2015 |
| Talus et berge Ouest | | <p>Banquette plane à la cote 305/306 mNGF à l'état de grave naturelle et chemin de circulation. Éventuellement maintien d'un petit merlon à l'état graveleux, en bordure limite Ouest, pour éviter le ruissellement direct d'eaux pluviales de ruissellement dans la carrière. Création d'un fossé de récupération des eaux pluviales de ruissellement.</p> <p>Talus de raccordement de pente d'au moins 45 ° restant à l'état graveleux. Pente douce de raccordement du bas de talus au plan d'eau. Berge sinueuse de bord de plan d'eau.</p> | | Au plus tard le 30 juin 2015 |
| Aménagements dans le plan d'eau | presqu'île Ouest accrochée en berge Nord | <p>Zone de hauts-fonds :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à la cote 299 mNGF • superficie : 900 m² <p>puis un îlot à l'état graveleux à la cote 300/302 mNGF d'environ 800 m² avec berges périphériques en pente douce.</p> <p>Pente douce de raccordement au plan d'eau. Berge sinueuse de bord de plan d'eau.</p> | | Au plus tard le 30 juin 2015 |
| | presqu'île médiane accrochée en berge Nord | <p>Zone de hauts-fonds :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à la cote 299 mNGF, • superficie : 300 m². <p>puis un îlot à l'état graveleux modelé à la cote</p> | | Au plus tard le 30 septembre 2015 |

| | | | |
|--|--|--|----------------------------------|
| | | 300/301 mNGF d'environ 800 m ² avec berges périphériques en pente douce. Pente douce de raccordement de l'îlot au plan d'eau. Berge sinueuse de bord de plan d'eau. | |
| | Partie Nord-Est du plan d'eau (secteur des anciens bassins de décantation) | Zone humide laissée en état | Au plus tard le 30 novembre 2015 |
| | presqu'île Est accrochée en berge Est | Presqu'île à la cote 300/300,50 mNGF avec : - plate-forme principale à la cote 300,50 mNGF - plate-forme secondaire à la cote 300 mNGF, éloignées de la berge. Sur la plate-forme principale : cortège de mares de 6 à 10 m ² de faible profondeur (5/15 cm) déconnectées du plan d'eau et protégées des berges par des merlons de 0,50 m de hauteur, restant à l'état graveleux. Pente douce de raccordement de la plate-forme au plan d'eau. Berge sinueuse de bord de plan d'eau. | Au plus tard le 30 novembre 2015 |

».

Article 5 GARANTIES FINANCIERES DE REMISE EN ETAT

Les prescriptions de l'article 31-1 « *Montant des garanties financières* » de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 susvisé sont complétées par les prescriptions suivantes :

« *Pour couvrir l'achèvement des travaux de remise en état de la carrière l'exploitant constitue des garanties financières de remise en état.*

Les garanties financières doivent être établies à minima jusqu'au 30 juin 2016 ; leur montant est de 120 000 euros TTC.

Les garanties financières doivent être constituées jusqu'à ce que :

- le préfet ait pu constater que la remise en état est effective,
- le procès verbal de récolement ait été notifié à l'exploitant de la carrière.

Toutes les dispositions concernant les garanties financières imposées aux articles 31-2 et 31-3 de l'arrêté du 11 avril 2007 susvisé, et notamment celles pour le renouvellement de l'acte de cautionnement des garanties financières, sont applicables. »

Article 6 : Puits de surveillance de la qualité des eaux souterraines (Gestion du réseau de surveillance et conditions d'abandon d'ouvrage)

Tant que le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines, constitué des ouvrages :

- un (1) puits Amont,
- un (1) puits Aval,

reste de sa responsabilité, l'exploitant veille à ce que ces piézomètres soient clairement identifiés sur le terrain (*avec tout ou partie de leur numéro BSS*) et qu'ils restent fermés en dehors des opérations de prélèvements.

L'exploitant surveille et entretient les ouvrages de surveillance de telle manière à garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque de pollution par l'intermédiaire des ouvrages.

Sous réserve que le maintien de ces puits de surveillance ne soit explicitement sollicité **avant le 15 août 2015**, par le propriétaire des terrains ou des organismes ou collectivités publiques qui s'engagent à reprendre les obligations liées aux entretiens et d'abandon ultérieurs, alors ces puits de contrôle devront être comblés par l'exploitant par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau et l'absence de transfert de pollution.

En conséquence, à compter du 15 août 2015 et avant le 31 août 2015, l'exploitant s'assure auprès de l'inspection des installations classées que les ouvrages peuvent être comblés

Si le comblement est confirmé par l'inspection :

- l'exploitant devra réaliser le comblement des ouvrages **avant le 30 novembre 2015**,
- **dans un délai de 15 jours** après les travaux de comblement, il confirmera cette opération :
 - au préfet (*en présentant un rapport technique des mesures de comblement de l'ouvrage*),
 - au BRGM.

Article 7: FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société TRITER.

Article 8: DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de Thann-Guebwiller, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (D.R.E.A.L) chargé de l'Inspection des Installations Classées et le maire de Aspach le Bas sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TRITER.

Fait à Colmar, le 5 août 2015
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : Christophe MARX

Annexe :

- Plan de remise en état final
- Schémas/coupes des aménagements de profils de terrains.

Délais et voies de recours

Article R.514-3-1 du Titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement.

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.122-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.